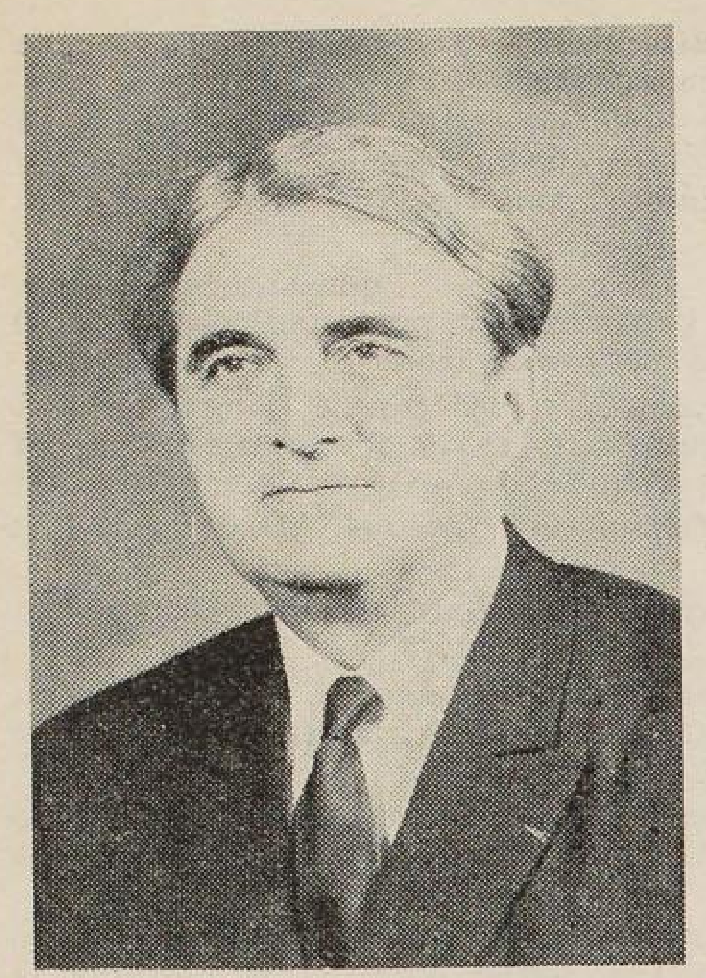


Elections Législatives du 23 Juin 1968 - Quatrième Circonscription (Abbeville)

CITOYENNES, CITOYENS, MES CHERS AMIS,

Une nouvelle fois je me représente à vos suffrages.

Après 10 ans de pouvoir absolu, la France vient de se trouver plongée dans ce fameux chaos, évoqué comme la menace suprême de l'après-gaullisme.

N'ayant ni prévu ni compris cette explosion populaire, le Gouvernement la traita d'abord par le mépris : M. Pompidou continua sa tournée en Afghanistan toute une semaine alors que les étudiants parisiens dressaient leurs barricades. Le seul remède apporté fut d'abord la suppression à la télévision de ces scènes alarmantes. Puis quand les grèves éclatèrent, le Général de Gaulle relayant M. Pompidou partit la semaine suivante en Roumanie, faisant acclamer sur sa personne l'image d'une France heureuse et prospère !

Au retour, après 5 jours de réflexion, il se décida enfin à parler. Ce fut l'annonce du référendum sur la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, remède vague et lointain, mais il ne fut nullement question des mesures énergiques et des solutions précises aux problèmes concrets et immédiats qu'exigeait la situation et que tout le monde attendait. Rien n'étant réglé, la détérioration s'accentua.

M. Pompidou, alors, sous la pression des grèves, menées avec dignité, accorda en quelques heures aux délégations syndicales ce qui avait été constamment refusé au Parlement depuis des années : majoration des salaires, suppression de leurs zones, relèvement du S.M.I.G., promesse de la refonte de l'Université. Dans ce pays angoissé, paralysé dans tous ses rouages, la confiance n'existant plus, les intéressés refusèrent de souscrire à ces accords.

Au sentiment de la carence du pouvoir succéda bientôt l'impression de sa vacance, d'autant que les bruits de démission des Ministres arrivaient les uns après les autres. C'est alors que le Président de la République, après un petit voyage où il s'assura de la fidélité de l'Armée, tint un autre langage. Il annonça que mandaté par le peuple, devant la menace d'un parti totalitaire, il resterait à son poste ; que M. Pompidou remanierait son Gouvernement, et que le Parlement était dissous.

Le doute avait en effet pénétré dans la majorité ; c'est pour la retrouver sans failles que nous voici de nouveau invités à voter. A voter à chaud, la peur à nos côtés ; oui, la peur, car c'est une tactique qui a souvent réussi. La menace du chaos ayant été désamorcée par son explosion imprévue et prématurée, une autre s'imposait. Elle surgit sous le spectre du communisme totalitaire, réapparaissant tout à coup.

Et pourtant, nous n'avons pas oublié que c'est le Général de Gaulle lui-même qui appela le premier les communistes staliniens au pouvoir en 1945 ; qu'avant 1958, les gaullistes du R.P.F. additionnaient leurs suffrages à ceux des communistes pour faire tomber les gouvernements et que depuis 10 ans enfin, la politique extérieure du Pouvoir satisfait les désirs communistes.

La peur comme la colère est dit-on mauvaise conseillère. Un espoir subsiste cependant : pourquoi donc la raison ne prévaudrait-elle pas sur la peur ? **Pourquoi la France accepterait-elle fatalement de se couper en deux** selon la prophétie de Malraux : « bientôt il n'y aura plus que les communistes et nous » ? **Nombreux sont les Français qui n'admettant pas le communisme n'approuvent pas pour autant l'autoritarisme politique et technocratique qui a provoqué l'explosion de Mai. Les forces de progrès ont le droit de faire prévaloir leur choix car le pays veut que cela change enfin.**

Je pense qu'entre les inconditionnels du Gaullisme et du Communisme, il y a heureusement dans le pays beaucoup de monde parmi les **étudiants** inquiets de leur avenir, les **salariés** craignant que les avantages obtenus soient détruits par l'inflation, les responsables des petites et moyennes entreprises, les **commerçants** et **artisans** acculés à la ruine pour le profit des trusts, les **paysans** qui savent qu'à Bruxelles trop de décisions arrachées dernièrement gardent un caractère insuffisant et précaire, les **personnes âgées** menacées de misère par la dévaluation du franc et les **citoyens** conscients de leur responsabilité civique.

∴

QUELLE SERA LA MAJORITE PARLEMENTAIRE DEMAIN ?

Si elle était la même, c'est-à-dire gaulliste, ne pensez-vous pas que les mêmes causes produiraient les mêmes effets et qu'une nouvelle explosion de violence serait alors plus grave pour la France ?

Voulez-vous que demain le pays soit gouverné selon les mêmes méthodes qu'hier ?

Admettez-vous que seule la puissance de la grève, de la manifestation de rue, de la ronde des tracteurs ou des barrages sur les routes puisse obtenir le dialogue nécessaire ?

Pensez-vous que les syndicats de travailleurs et de cadres, que les confédérations d'artisans et de commerçants, que les fédérations d'exploitants agricoles doivent être contraints de mobiliser leurs adhérents pour faire valoir leurs droits au lieu d'être régulièrement informés et consultés ?

Consentez-vous à ce que le Parlement continue à être paralysé et sans pouvoir réel de contrôle ? Les difficultés rencontrées par le gouvernement pour reprendre les choses en main sont la conséquence de ce refus du dialogue et de l'information directe et humaine nécessaires aux solutions d'ensemble qui s'imposent.

SOCIALISTE COMME HIER, **je me présente avec l'investiture de la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste et avec son programme de législature sérieusement étudié.**

Demain il va falloir faire le bilan de ces dix années, limiter strictement les dépenses civiles et militaires de prestige, garantir le plein emploi, le pouvoir d'achat et le droit au logement. Un quart du budget devra être affecté au développement intellectuel de la jeunesse pour assurer son orientation scolaire et professionnelle.

Sur le plan social devront être tenues les promesses relatives au retour aux quarante heures, à l'abrogation des ordonnances, à l'amélioration du salaire unique, à l'abaissement progressif de 65 à 60 ans de l'âge de la retraite, au statut des anciens combattants et des personnes âgées.

La politique agricole exigera une juste rémunération du travail paysan et le Marché Commun devra assurer la planification et l'orientation des productions, l'aide à l'équipement et le développement de la coopération de transformation et de commercialisation garantissant la pérennité des exploitations familiales.

Il importera de supprimer les privilèges fiscaux, de fixer l'exonération des revenus inférieurs soumis à l'impôt et de simplifier la T.V.A.

La dignité de la femme impliquera le respect du principe « à travail égal, salaire égal », la protection de la famille et le développement des crèches et des garderies.

La jeunesse ouvrière, paysanne et étudiante devra assurer son propre devenir dans la démocratisation de la Société et de l'Université. L'abaissement de la majorité civique est souhaitable en même temps que celui de l'âge d'appel pour un service militaire réduit, égal pour tous.

La réforme de l'O.R.T.F. devra garantir à tous une information radio-télévisée impartiale. J'estime comme je l'ai dit à l'Assemblée que le vote d'une loi d'amnistie politique est une condition essentielle de l'Unité de la Nation.

Sur le plan international devront être assurées : la liberté pour chaque peuple, la solidarité entre les nations et la paix pour tous. LE MONDE A BESOIN DE L'EUROPE UNIE, facteur de dialogue et d'organisation. Enfin l'établissement d'une paix durable nécessite l'affirmation de la coexistence pacifique et un désarmement programmé étendu aux armes nucléaires.

∴

CHACUN CONNAIT MES CONVICTIONS ET MON COMPORTEMENT POLITIQUE. J'ai pu me tromper au cours de ma carrière, je n'ai jamais sciemment trompé les électeurs. Attaché aux libertés publiques et individuelles, partisan du respect par tous de la Constitution que j'ai signée, J'AI ÉTÉ PROFONDÉMENT ATTRISTÉ PAR LE SPECTACLE DÉSOLANT D'UN PAYS VOUÉ A LA DÉSORGANISATION ET PROMIS AUX PLUS RUDES ÉPREUVES ÉCONOMIQUES ET MONÉTAIRES PARCE QUE LE POUVOIR N'A PAS VOULU COMPRENDRE A TEMPS LES ASPIRATIONS DES FRANÇAIS.

N'ayant encouru aucune responsabilité dans ce chaos, conscient d'avoir, au Parlement, parlé un langage de bon sens et de raison, ayant depuis plus de vingt années, grâce à la confiance de mes collègues, inlassablement travaillé comme Maire d'Abbeville, Président du Conseil Général, Président de la Société d'Equipement du département pour assurer l'avenir de nos villes et de nos cantons et de meilleures conditions d'existence pour tous, je me présente à vous avec la volonté de promouvoir le rassemblement de tous les républicains conscients.

L'expérience que j'ai acquise, ma capacité de travail, ma volonté d'efficacité, mon souci de l'ordre ont été largement mis à votre service. Je suis prêt à œuvrer dans le même esprit si vous me renouvelez votre confiance que je crois mériter.

Quelles que soient vos nuances de pensée, vos convictions qui peuvent s'éloigner des miennes, si vous n'admettez pas le pouvoir personnel, si vous condamnez la candidature officielle du Gouvernement, si vous réprouvez la violence qui déchire la France.

Vous voterez et ferez voter DÈS LE PREMIER TOUR pour la défense de la vraie République, la République démocratique et sociale,



Pour les libertés, pour le progrès,
pour la paix civile, pour le renouveau de la France.

MAX LEJEUNE

Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre - 2 Citations,
Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Médaille d'Argent de la Reconnaissance Française,

CANDIDAT SOCIALISTE, investi par la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste.

Devant choisir un remplaçant éventuel, j'ai désigné mon plus proche ami et collaborateur, Robert VIARRE, premier adjoint au Maire, Vice-Président de la Commission hospitalière, Conseiller Général du Canton Nord, Président de la Commission départementale, qui a toujours mené une action efficace dans le domaine social et qui est largement connu dans toute la région.

IMP. LAFOSSE - ABBEVILLE